



# ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

## Taux

Question écrite n° 45892

### Texte de la question

M. Jean-Claude Paix appelle l'attention de M. le ministre délégué au budget sur la fiscalité applicable aux appareillages utilisés par les stomisés. En effet, en dépit de l'inscription de ces appareillages au tarif interministeriel des prestations sanitaires (TIPS), qui sont donc remboursés sur cette base par la sécurité sociale, ils sont soumis au taux normal de la TVA (20,6 %) alors que les médicaments sont eux soumis au taux réduit de 2,1 %. Aussi, souhaiterait-il connaître les raisons à cette différence de traitement et les intentions du Gouvernement pour y remédier.

### Texte de la réponse

Le Gouvernement a le souci constant d'améliorer les conditions de vie des personnes souffrant d'un handicap. C'est la raison pour laquelle le taux réduit de 5,5 % de la TVA s'applique à la plupart des appareillages pour handicapés et à certains équipements spéciaux conçus exclusivement pour les handicapés en vue de la compensation d'incapacités graves. Cela étant, le contexte budgétaire actuel ne permet pas d'étendre encore l'application du taux réduit à d'autres matériels destinés à compenser les handicaps, tels que les appareillages pour stomisés. Beaucoup de personnes souffrant d'autres handicaps ou maladies pourraient d'ailleurs revendiquer la même mesure qui, au total, conduirait à un coût budgétaire important. En toute hypothèse, l'application du taux de 2,1 % de taxe sur la valeur ajoutée prévu pour les médicaments remboursables par la sécurité sociale aux appareillages utilisés par les stomisés serait contraire aux engagements communautaires de la France. En effet, la directive européenne 92-77 du 19 octobre 1992 relative au rapprochement des taux de taxe sur la valeur ajoutée dans la communauté européenne ne permet pas l'application de taux de taxe inférieurs à 5 % mais autorise seulement les États membres, pendant la période transitoire, à maintenir un taux inférieur au minimum de 5 % pour les biens et services déjà soumis à ce taux avant le 1er janvier 1991, ce qui n'était pas le cas des matériels visés par le parlementaire. La mesure proposée ne peut donc pas être envisagée.

### Données clés

**Auteur :** [M. Paix Jean-Claude](#)

**Circonscription :** - UDF

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 45892

**Rubrique :** Tva

**Ministère interrogé :** budget

**Ministère attributaire :** budget

### Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 2 décembre 1996, page 6239

**Réponse publiée le :** 24 février 1997, page 943